

**Union européenne - Brexit -
Russie/Ukraine - Entretien de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, avec
"France Info" - extraits
(Paris, 26 novembre 2018)**

Q - Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour.

Q - Mme la ministre chargée des affaires européennes, vous rentrez de Bruxelles où les Vingt-Sept ont donné leur feu vert ce week-end à l'accord conclu sur le Brexit. Que dites-vous ce matin aux Britanniques ? Bonne chance ou bon débarras ?

R - Ce qui a été conclu hier, c'est un bon accord mais c'est une mauvaise nouvelle. Le Brexit n'est pas une bonne nouvelle, pas pour l'Union européenne, c'est certain, pas pour les Britanniques, c'est notre conviction. Nous les regretterons toujours et ils nous regretteront un jour.

Maintenant, ce n'est que la fin du début. Nous nous sommes mis d'accord sur les conditions de notre séparation. Il reste encore à ce que les Britanniques ratifient cet accord. Et puis, ensuite, il faut construire une relation future aussi étroite que possible, parce que le Royaume-Uni est un grand pays et un grand allié de l'Union européenne. Mais ce sera tout de même moins bien que quand ils étaient Etat membre.

Q - "Un grand allié, un grand pays", vous regrettez le départ des Anglais. Mais est-ce que l'Europe n'est pas plus forte ce matin sans eux ? Depuis des années, on sait qu'ils poussaient contre les questions de défense, contre les questions de monnaie. Est-ce que ce ne sera pas plus simple, désormais ?

R - Cela n'est jamais simple, l'Europe, mais c'est toujours essentiel. On le voit sur beaucoup de sujets. Vous avez parlé ce matin de la question des implants. Ce qui manque aujourd'hui, c'est davantage de volontarisme européen pour bien traiter un sujet de santé publique.

Non, les Britanniques dehors, ce n'est pas une bonne nouvelle. Mais vous avez raison, sur l'Europe de la défense, on a avancé en un an beaucoup plus vite qu'avant et c'est peut-être parce que les Britanniques s'en vont. Ceci étant, ils souhaitent travailler avec nous sur l'Europe de la défense.

Q - Pour le moment, Theresa May n'a pas de majorité au Parlement pour faire voter cet accord sur le Brexit. Que se passera-t-il si le Parlement lui dit non ?

R - On verra si elle a une majorité ou non. Certains disent qu'elle n'en a pas. Elle a beaucoup de talent, beaucoup de résistance, elle l'a prouvé en un an de négociations et elle fait preuve de beaucoup d'engagement. Ce n'est pas à moi de dire à sa place si elle a une majorité ou pas. Ce que l'on peut dire aux Britanniques, c'est qu'il ne peut pas y avoir de meilleur accord. Si ce n'est pas cet accord-là...

Q - Ne peut-il pas être peaufiné, amélioré, l'accord qui est sur la table et qui a été signé ce week-end ?

R - Michel Barnier a fait un travail formidable. Cela fait plus d'un an qu'il travaille à cet accord de retrait. Toutes les hypothèses ont été travaillées dans tous les sens et les négociateurs britanniques le savent tout aussi bien. C'est d'ailleurs ce que dit Mme May.

Q - C'est cela ou rien, Nathalie Loiseau ?

R - C'est cela ou pas d'accord. Il y a un risque, s'il n'y a pas de majorité, il y a un risque qu'il n'y ait pas d'accord de retrait et nous nous y préparons aussi. Vous savez que j'ai une loi qui passe devant le Parlement pour prendre des mesures, en cas d'absence d'accord, pour protéger nos concitoyens et pour protéger nos entreprises.

Q - Est-ce qu'il vous semble possible que les Britanniques retournent aux urnes pour un second référendum sur le Brexit ?

R - C'est à eux de décider, certainement pas à nous. Nous n'avons aucune leçon à leur donner, aucun conseil.

Q - Il n'y a rien qui l'interdit ?

R - Il n'y a rien qui l'interdit. Ce n'est pas nous qui avons mis les Britanniques dehors, la porte reste ouverte.

Q - Quelques mots, Nathalie Loiseau, sur la situation en cours entre la Russie et l'Ukraine. Ce week-end, Moscou a tiré sur des bateaux ukrainiens au large de la Crimée, cette région qu'elle a annexée il y a quatre ans. Que doit dire l'Europe face à Moscou ?

R - Il y a une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies cet après-midi, cela va permettre d'y voir clair, notamment sur le déroulement exact des faits, parce que l'on entend beaucoup de choses mais il faut prendre le temps de regarder exactement ce qui s'est passé.

L'Europe, c'est notamment la France et l'Allemagne. Il y a justement un processus qui s'appelle le processus de Minsk dans lequel la France et l'Allemagne jouent un rôle particulier pour aboutir à une désescalade entre la Russie et l'Ukraine.

Demain, Jean-Yves Le Drian reçoit Sergueï Lavrov, le ministre russe des affaires étrangères, cela va évidemment être au coeur de leur conversation. (...)

Q - Merci Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes./.